

« La gauche ne peut pas abandonner. Nous avons le devoir de gagner »

Maxime SIRVINS

Que représente cette rencontre pour vous aujourd'hui ?

Anzoumane Sissoko : Elle est très importante. Nous avons été impressionnés par les mobilisations aux États-Unis qui ont rassemblé [des millions de personnes](#). Ce sont parfois d'autres pays qui nous donnent des leçons, notamment l'Espagne, qui [régularise de nombreuses personnes](#) sans papiers, alors qu'en France on n'arrive pas à renouveler les titres de personnes [déjà en situation régulière](#). Nous avons toujours à apprendre d'autres mouvements.

Janette Zahia Corcelius : Cette rencontre représente la construction d'un pont, une manière de créer des liens de solidarité pour le présent et pour l'avenir, à la fois pour la France et pour les États-Unis. Ma mère est marocaine. Mon peuple a été colonisé par la France, et je pense que les peuples colonisés dans le monde doivent se rassembler.

Les politiques anti-immigration et l'extrême droite progressent à l'échelle internationale. Comment cela transforme-t-il vos luttes ?

A. S. : Au départ, la lutte des sans-papiers était [une lutte pour la régularisation](#). Mais, aujourd'hui, des personnes titulaires d'une carte de résident de dix ans se retrouvent bloquées dans leurs démarches de renouvellement. L'étape suivante est de s'en prendre aux personnes d'origine étrangère nées ici. La lutte ne peut donc plus se limiter au seul fait d'être en situation irrégulière.

La lutte ne peut plus se limiter au seul fait d'être en situation irrégulière.

A. Sissoko.

Cela nous oblige à ouvrir le combat aux quartiers populaires, aux jeunes organisés, aux étudiants, aux syndicats, aux familles victimes de violences policières. Depuis 2018, nous voyons cette tendance arriver. C'est l'année où des militants d'extrême droite ont loué des hélicoptères pour aller chercher des migrants à la frontière italienne. À partir de là, avec des collectifs de quartiers populaires, des foyers, des familles victimes de violences policières, nous avons créé la [Marche des solidarités](#).

Qui plus est, nous approchons de la présidentielle de 2027 et dans quelques jours, le 9 mai, [le collectif C9M tiendra son défilé néonazi annuel à Paris](#). Nous voulons l'empêcher de défiler et montrer que nous sommes dix fois plus nombreux. Il est possible que la préfecture nous refuse l'autorisation de manifester, et le tribunal administratif va souvent dans le même sens. L'année dernière, nous avons essuyé un refus, tandis que l'extrême droite avait obtenu gain de cause pour sa propre manifestation.

J. Z. C. : Je viens du Minnesota, où il y a bien moins de sans-papiers qu'au Texas. Pourtant, il a été attaqué par [l'ICE](#). Ce n'est donc pas seulement une question d'immigration. C'est une question politique de peur, de représailles et de nettoyage ethnique. Donald Trump a négocié avec les maires

pour affaiblir le statut de ville sanctuaire, normaliser les enlèvements, les détentions et les déportations de nos voisin·es.

› [Sur le même sujet : Dossier : Trump, l'industrie de l'expulsion forcée](#)

Les communautés doivent s'organiser et construire des ponts avec des allié·es qui ont des ressources et qui comprennent que cette politique détruit l'économie. Pendant le ramadan, par exemple, malgré l'occupation de l'ICE à Minneapolis, nous avons organisé la rupture du jeûne chaque soir, partagé de la nourriture avec des populations autochtones, et des allié·es blancs surveillaient les mosquées pour que nous puissions prier. Nous construisons une solidarité entre toutes les populations du Minnesota.

La bonne nouvelle est que Trump rend l'extrême droite moins séduisante en Europe. Vous avez l'occasion de proposer une alternative.

J. Z. Corcelius

Quel regard portez-vous sur le rôle des médias dans vos luttes ?

A. S. : En France, nous n'avons pas de couverture médiatique à la hauteur de ce que nous faisons. Lors des dernières élections municipales, Aly Diouara a été élu maire de ma commune, La Courneuve. Lors d'un un micro-trottoir de BFM, j'ai contesté l'idée qu'il s'agirait d'[une élection communautaire](#). Ils n'ont évidemment pas retenu ce passage à l'antenne. Sur les plateaux de télé, on entend que les sans-papiers ont tout gratuitement. C'est faux. Pour toucher certaines allocations, il faut souvent être en situation régulière depuis plusieurs années. Le chômage peut être perçu seulement si on a travaillé, et sous conditions. Les sans-papiers, eux, paient des cotisations. Mais celles et ceux qui peuvent en témoigner n'ont pas accès aux médias.





Anzoumane Sissoko : « Avant, sans papiers, je pouvais me rendre en Allemagne, en Suisse ou en Italie pour participer à des réunions. Aujourd’hui, même en situation régulière, cela devient difficile. »(Photo : Maxime Sirvins.)

J. Z. C. : Nous avons un problème semblable aux États-Unis. Quelques grandes entreprises, détenues par des milliardaires qui financent les partis et les campagnes électorales, contrôlent les grands médias. Certes, nous arrivons parfois à percer dans les médias dominants. La gauche américaine apprend à créer ses propres journaux, podcasts, sites, chaînes YouTube, réseaux sociaux. Mais cela demande du temps et de l’argent. Pour casser le récit dominant, il faut faire du porte-à-porte et discuter. Les médias nous invisibilisent un temps, mais pas indéfiniment.

Nous avons longtemps pensé que l’internationalisation de la lutte se renforcerait avec les forums sociaux mondiaux.

A. S.

Les luttes doivent-elles davantage s’internationaliser ?

J. Z. C. : Ce qui arrive aux États-Unis arrive ailleurs. La privatisation de l’éducation publique, par exemple, est un projet que mènent les fascistes et les néolibéraux. Ils ne veulent pas d’une population éduquée, car une population éduquée sait s’organiser et créer une richesse générationnelle. Notre mouvement syndical doit donc être internationaliste. Mon organisation, les [Democratic Socialists of America](#), construit des relations fortes avec La France insoumise. La bonne nouvelle est que Trump rend l’extrême droite moins séduisante en Europe. Vous avez l’occasion de proposer une alternative. J’espère que la gauche saura faire preuve de stratégie pour la prochaine élection présidentielle française.

› [Sur le même sujet : Dossier : Travailleurs sans papiers : victimes d’un système](#)

A. S. : Nous avons longtemps pensé que l’internationalisation de la lutte se renforcerait avec les forums sociaux mondiaux (FSM). En 2011, nous sommes allés au FSM de Dakar avec une délégation. Puis en 2013, à Tunis, la libre circulation a été au centre des discussions. Nous voulions nous y rendre avec des sans-papiers, car ce sont eux les premiers concernés. Nous avons écrit à Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre, pour qu’il protège notre délégation. Cela n’a pas abouti et nous avons dû quitter le territoire. Il y a donc des limites à l’internationalisation. Avant, sans papiers, je pouvais me rendre en Allemagne, en Suisse ou en Italie pour participer à des réunions. Aujourd’hui, même en situation régulière, cela devient difficile.

Vous interpellez aussi des entreprises et des investisseurs français liés aux technologies de surveillance migratoire. Comment construire un rapport de force ?

J. Z. C : Le mouvement syndical reste notre meilleur outil, même s’il est affaibli depuis les années 1970, avec seulement 9 % de travailleurs syndiqués. Le but de cette tournée est de pousser les banques et les fonds européens au désinvestissement dans certaines entreprises états-uniennes. Le fonds ABP, la caisse de retraite des fonctionnaires et des salariés de l’éducation aux Pays-Bas, a retiré plus de 800 millions de dollars de Palantir début avril. C’est donc possible.

› [Sur le même sujet : Aux États-Unis, le règne des technofascistes](#)

À quoi sert la mémoire des luttes ?

A. S. : Elle est essentielle. [Si les sans-papiers sont allés dans les églises](#) au début de la lutte, en 1996, c'est parce que nous savions que la colonisation avait été faite avec l'État central et les églises. L'église était aussi un lieu où, à l'époque, la police n'entrait pas facilement. C'est pour cela que le mouvement de 1996, avec l'église Saint-Bernard, a été fondateur. Mais, avec le temps, certains curés ont commencé à appeler la police. À partir des années 2000, nous avons donc réfléchi à d'autres modes d'action. Il y a eu les occupations d'entreprises ou les marches, comme le Paris-Nice en 2010 lors du cinquantenaire des indépendances des [pays colonisés par la France](#).

› [Sur le même sujet : Dossier : Expulsés par la France, ils témoignent](#)

J. Z. C. : Ce que vous dites m'inspire beaucoup. Pendant [l'opération Metro Surge](#), conduite par l'ICE, des militants ont mené une action dans une église de Saint Paul, parce qu'un pasteur était agent de l'ICE. Cette action a été très controversée dans notre communauté, parce qu'au-delà d'être des lieux de culte les églises, les mosquées et les synagogues sont chargées d'histoires liées à des attaques terroristes. Mais ce n'est pas l'occupation de l'église qui est le crime. C'est qu'un pasteur travaille pour l'ICE. Cela a éclairé un vrai problème : le [christofascisme](#), cette alliance entre christianisme et fascisme, de la même façon que vous évoquiez l'alliance entre l'Église et l'État.





Janette Zahia Corcelius : « Il y a des moments où j'ai perdu espoir. Mais ne rien faire n'est pas une option. » Anzoumane Sissoko : « Je ne désespère jamais dans la lutte. »
(Photo : Maxime Sirvins.)

Comment articulez-vous votre vie personnelle avec votre activité militante ?

A. S. : Au départ, ma femme était sans papiers. C'est avec elle que nous avons créé le mouvement des sans-papiers du 19^e arrondissement en 2002. Le reste de ma famille est resté au pays et ne sait pas ce qu'il se passe ici.

J. Z. C. : Mon père a été radicalisé par la droite. Nous évitons de parler politique pour préserver notre relation. Il a voté pour Donald Trump, mais il avait aussi voté pour Bernie Sanders. C'est triste qu'un homme marié à une femme arabe musulmane en vienne à voter Trump. C'est pour cela que je crois à un message populiste de gauche : des gens comme mon père sont captés facilement.

Je sais que je ne peux pas me battre seule, je dois continuer à organiser un mouvement de masse.

J. Z. C.

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

A. S. : L'espoir, c'est la lutte. Il y a des bas mais aussi des hauts que nous vivrons peut-être l'année prochaine ou plus tard. Je ne désespère jamais dans la lutte. Il y a quelques jours encore, nous avons fait sortir quelqu'un d'un [centre de rétention administrative](#) en mettant la pression sur la préfecture de Paris et le consulat du Mali. La lutte ne sert pas seulement à obtenir des papiers : c'est aussi un lieu de refuge. Elle forme. Ce n'est pas dans les facs, avec des diplômes, que l'on obtient ce que l'on peut obtenir dans la lutte. Aujourd'hui, je suis élu, alors que je n'ai jamais étudié la politique. Si l'on est venu me chercher, c'est parce qu'on m'a vu me battre avec les mouvements de sans-papiers.

› [Sur le même sujet : « La lutte a rendu visibles les sans-papiers qui rasaient les murs »](#)

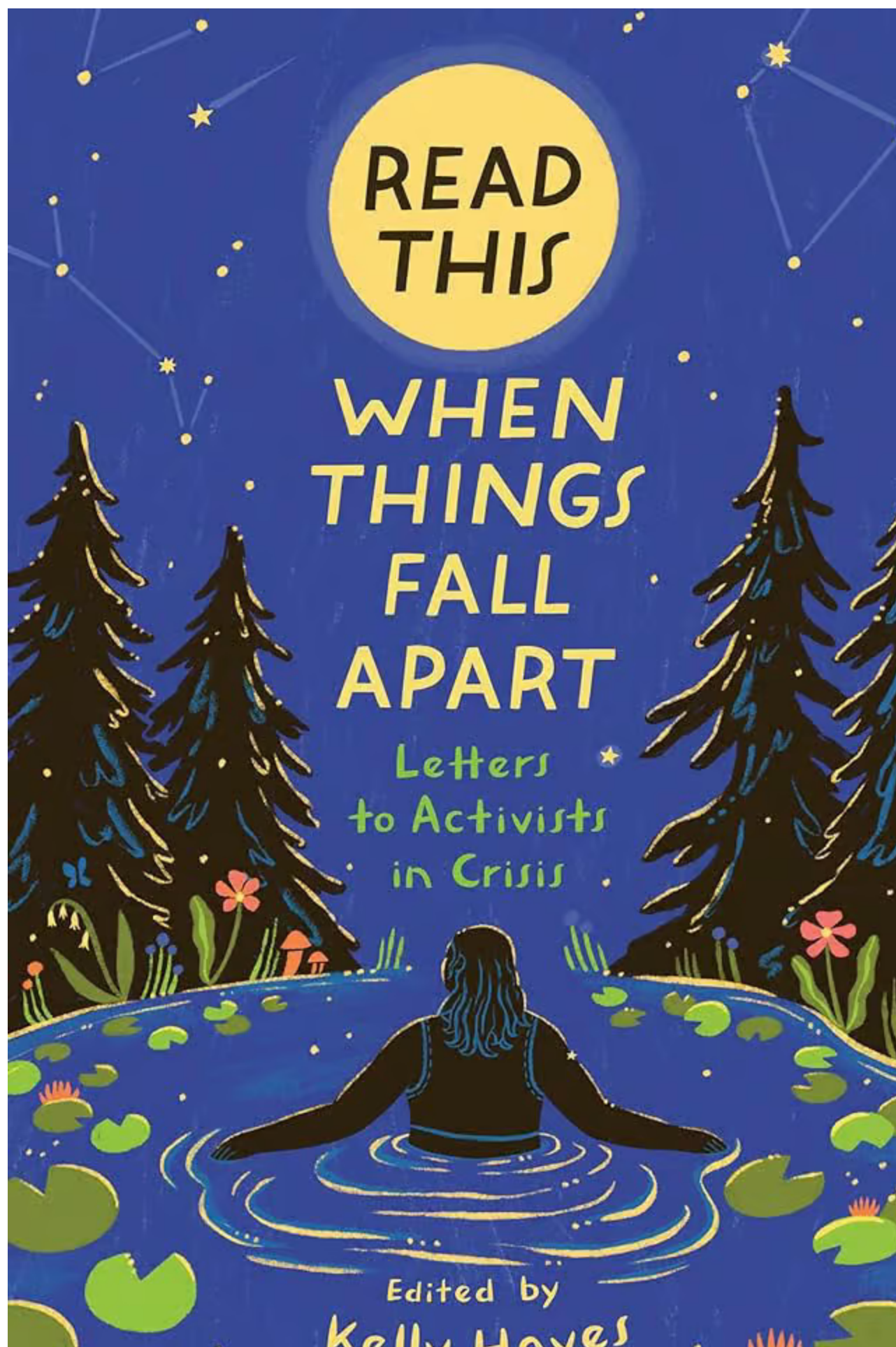
J. Z. C. : Je traverse des burn-out. Lors de grandes actions, je reçois beaucoup d'énergie, mais lorsqu'elles se terminent je deviens parfois dépressive. Il y a des moments où j'ai perdu espoir. Mais ne rien faire n'est pas une option. L'ICE entrainait chez les gens, arrachait des personnes de leur vélo, percutait les voitures, voulait entrer dans les églises, les mosquées, les écoles. Heureusement, grâce au réseau de réponse rapide [*qui permet de conserver l'accès à un réseau en cas de crise, N.D.L.R.*], ils n'ont pas pu entrer dans beaucoup de ces lieux. Je souhaite voir le socialisme de mon vivant. Je tire de l'espoir de camarades comme Anzoumane. Je suis jeune mais je sais que je ne peux pas me battre seule, je dois continuer à organiser un mouvement de masse.





Janette Zahia Corcelius : « L'histoire influe sur ma manière d'agir : le mouvement syndical des années 1930, les luttes de décolonisation en Algérie, celle pour la Palestine. » (Photo : Maxime Sirvins.)

Lire m'aide aussi : récemment, le livre de Kelly Hayes, *When Things Fall Apart. Letters to Activists in Crisis* (AK Press, 2025), [*« Quand tout s'effondre. Lettres aux activistes en crise », non traduit en français, N.D.L.R.*] m'a permis de prendre du recul et de réaliser que beaucoup d'activistes traversent des moments difficiles. L'histoire influe sur ma manière d'agir : le mouvement syndical des années 1930, [les luttes de décolonisation en Algérie](#), celle pour la Palestine. La gauche ne peut pas abandonner. Peu importent la violence et les traumatismes qu'on nous impose. Nous avons le devoir de gagner. Je suis très touchée d'apprendre de vous et d'être dans la lutte avec vous de l'autre côté de l'Atlantique. Je vais vous mettre en lien avec des responsables d'organisations de défense des droits des immigrés aux États-Unis.





A. S. : C'est partagé ! C'est pour cette raison que nous sommes là : échanger. À partir de maintenant, nous allons trouver les moyens de rester connectés.

Anzoumane Sissoko, vous êtes un des porte-parole de la [Marche des solidarités](#), qui organise une [grande manifestation](#) contre [la C9M](#), cette marche annuelle des néonazis en plein Paris. Pourquoi est-ce important de ne pas banaliser ces démonstrations de force de l'extrême droite ?

Les laisser faire, c'est une manière de les accepter. La mobilisation du C9M a trente-deux ans cette année, mais elle a toujours été banalisée. On disait que les participants n'étaient que quelques-uns. Mais, depuis deux ans, ils sont de plus en plus nombreux. L'an dernier, c'est la première fois que la Marche des solidarités s'est jointe à ceux qui manifestent contre ces néonazis. Ce samedi, il faut être le plus nombreux possible pour les empêcher de manifester. On a donc créé une plateforme très large, organisé un village antifasciste et préparé une marche composée de plein de collectifs. Face aux 1 000 néonazis, il faut qu'on soit 10 000. C'est la seule manière d'étouffer leur mobilisation.



[Tout Politis dans votre boîte email avec nos newsletters !](#)